

## Approfondissements – A propos des suffragettes

### 1903 : Les suffragettes passent à l'action directe

Source : <http://www.alternativelibertaire.org/?1903-Les-suffragettes-passent-a-l>

Les féministes n'ont pratiquement jamais utilisé la violence comme outil de revendication. Mais après plusieurs décennies de revendications sans résultats, les suffragettes britanniques du début du XX<sup>e</sup> siècle l'ont fait, portant ainsi la question du droit de vote des femmes au centre des questions sociales et politiques. En créant le 10 octobre 1903 la Women's Social and Political Union (Union sociale et politique des femmes) Emmeline Pankhurst a décidé d'inaugurer une nouvelle étape dans cette lutte, avec un mélange détonnant : autocratie et militantes dévouées ; actions radicales et violentes mais revendications réformistes ; socialisme initial et droitisation importante...



Mabel Capper et un groupe de suffragettes manifestent devant le tribunal de police, à Londres, en 1911.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le féminisme européen s'articule autour de cinq grands axes de revendications : une meilleure éducation pour les femmes, la fin de la dépendance conjugale et le droit au divorce, l'autodétermination des corps avec le contrôle des naissances (et la fin du corset), l'indépendance économique et le droit au travail, les conditions de travail en ce qui concerne plus particulièrement les luttes des femmes ouvrières. En Grande-Bretagne, ce sont surtout la lutte contre l'exploitation sexuelle et la conquête du droit de vote qui mobilisent les féministes.

En 1866 déjà, une première pétition pour le droit au suffrage féminin fut acceptée par le Parlement britannique mais rejetée par le premier ministre. L'air du temps est cependant porteur puisque des éléments extérieurs au combat des femmes en alimentent la légitimité.

En 1867, le suffrage censitaire masculin est considérablement élargi grâce à l'action conjointe d'hommes politiques et des manifestations de masse, et le corps électoral passe de 1 million à plus de 2 millions d'électeurs. On peut donc augmenter le nombre d'électeurs.

De 1899 à 1902, les Britanniques combattent les Boers (colons d'origine néerlandaise) en Afrique du Sud, avec pour justification l'exigence de droits pour les citoyens britanniques immigrés dans les États boers. Il est possible à un État de faire la guerre à un autre pour des droits civiques dont le droit de vote. Ce même État qui refuse le droit de vote à ses citoyennes sur son propre sol.

La National Society for Women's Suffrage (Société nationale pour le vote des femmes) est créée en 1867 et utilise les moyens traditionnels de pression sur le Parlement et organise des manifestations

de rue pour revendiquer le droit de vote pour les femmes. La National Union of Women's Suffrage Society (Union nationale des sociétés pour le vote des femmes) lui succédera à partir de 1897, poursuivant la même stratégie.

### **Nouvelle génération**

Emmeline Pankhurst, militante du Labour Party (Parti travailliste) avait créé en 1889 avec son mari, militant socialiste du même parti, une organisation revendiquant le droit de vote des femmes mariées aux élections locales. À la mort de son mari en 1903, et découragée par les organisations existantes de défense des droits des femmes, elle fonde, avec ses filles Christabel, Sylvia et Adela, et avec des militantes socialistes, la Women's Social and Political Union, WSPU (Union sociale et politique des femmes).

Dans l'échelle des moyens revendicatifs qui va des techniques de propagande à la violence physique en passant par la désobéissance civile et la non-violence active, elle choisit la violence, disant s'inspirer du mouvement nationaliste irlandais, autour du slogan « Des actions, pas des mots ». Les médias ont alors perdu tout intérêt pour le combat pour les droits des femmes, les meetings font rarement l'objet de reportages et les courriers et articles sont refusés. La WSPU est donc convaincue qu'il faut changer de méthode pour obtenir un écho médiatique. Les « suffragettes » apparaissent, par opposition aux *suffragists* de la NSWV ou de la NUWSS.

Mais le Labour Party désapprouve la WSPU parce qu'elle réclame le droit de vote pour les femmes dans les mêmes conditions que pour les hommes, c'est-à-dire pas pour toutes les femmes. Seulement un tiers des hommes ont le droit de vote avec les critères du suffrage censitaire en vigueur.

La première action « violente » est celle de Christabel qui, éjectée en 1905 avec une autre militante d'un meeting du parti libéral où elles étaient venues porter la question du vote des femmes en criant sans arrêt pendant l'allocution du ministre « *Quand le parti libéral donnera-t-il le droit de vote aux femmes ?* », cracha sur un policier. Elles firent cinq et sept jours de prison, puisqu'elles avaient refusé de payer l'amende.

Les actions offensives des membres de la WSPU se succèdent alors : elles s'enchaînent à des lampadaires ou aux grilles du Parlement, provoquent des incendies ou coupent les fils du télégraphe. Alors que la NUWSS avait mis 5.000 femmes en mouvement dans les rues de Londres en février 1907, la WSPU en fait descendre 50.000 en 1908, mais on compte jusqu'à 200.000 manifestantes au plus fort de la mobilisation.

### **Autocrates et martyres**

En 1907, Emmeline et Christabel Pankhurst annulent la conférence annuelle de la WSPU et annoncent qu'elle sera dirigée par un petit comité. Des militantes leur reprochaient déjà de prendre les décisions sans consulter les autres membres et déploraient également l'influence d'un petit groupe de femmes riches sur l'organisation. Adela et Sylvia Pankhurst, sont elles-aussi critiques. À l'automne, plus de 80 femmes partent pour créer la Women's Freedom League (Ligue pour la liberté des femmes) qui refuse la violence mais refuse aussi d'obéir aux lois écrites contre les femmes. Elles ne participent pas au recensement et ne paient pas leurs impôts.



Une militante en 1910.

Pendant l'été 1908, la WSPU commence sa tactique de casse des vitres des bâtiments gouvernementaux. Le 30 juin, les suffragettes descendent Downing Street et jettent de petites pierres à travers les vitres de la résidence du Premier ministre. Vingt-sept femmes sont arrêtées et emprisonnées. Emmeline Pankhurst est condamnée à 6 semaines de prison. Elle sait à quoi s'attendre, ses trois filles lui ont déjà raconté leur séjour mais cette première expérience est plus dure qu'elle ne le pensait.

En 1909, les suffragettes emprisonnées commencent à réclamer d'être traitées en prisonnières politiques. Elles entament des grèves de la faim et reçoivent des messages de soutien de toute l'Europe. En août, le gouvernement décide qu'elles seront nourries de force, ce qui se fait par gavage avec un tuyau dans la bouche (ou dans le nez quand la bouche est trop blessée) et un entonnoir. Certaines mourront de ce nourrissage forcé, dont probablement la sœur d'Emmeline, Mary. Une campagne de protestation internationale est lancée contre cette torture. 116 médecins protestent, des députés libéraux quittent leur parti. En 18 mois, Emmeline Pankhurst endurera 10 grèves de la faim.



Suffragette cyclists hold up Mr. Winston Churchill by flinging themselves in front of his motorcar. This risky proceeding was carried out last week as a fresh development of militant tactics.

**Winston Churchill**, politicien en vue, est interpellé par les suffragettes, en 1912.

La répression n'empêche pas la WSPU d'aller encore plus loin dans la violence : caillassage de la voiture du ministre des finances Lloyd George, agression des ministres Herbert Gladstone et Herbert Asquith sur un terrain de golf, agression au fouet de Winston Churchill...

## La violence en question

En 1910, l'opinion semble avoir basculé : le pays considère que les femmes doivent voter comme les hommes. En janvier, une trêve de la violence est acceptée par la WSPU pour permettre la mise en place d'un comité de conciliation, et un projet de loi est préparé qui doit donner le droit de vote à 1 million de femmes. Il est abandonné en novembre. Trois cents femmes emmenées par Emmeline marchent alors vers le Parlement et sont victimes de graves violences policières, deux mourront des suites de leurs blessures. Le jour de la manifestation reste dans les mémoires comme le « vendredi noir » (*black friday*).



**Le vendredi noir de 1910** Deux militantes meurent sous les coups de la police.

La police laisse désormais les badauds libres d'attaquer les suffragettes, de les blesser ou violer. Le public ne distingue pas suffragistes et suffragettes, toutes se font agresser.

Des membres de la WSPU, dont Adela Pankhurst, s'interrogent à propos de l'augmentation de la violence dans la stratégie de l'organisation, violence qui pourrait lui faire perdre du terrain dans l'opinion publique. Ne pouvant se faire entendre, elle quitte la WSPU en octobre 1911. Sylvia est également critique vis-à-vis de cette stratégie.

En mars 1912, une action massive de bris de vitres a lieu. Des dizaines de femmes sortent avec un petit marteau caché dans leur manchon et, à une heure convenue, brisent les vitres à leur portée. Les membres de la WSPU militent pour qu'on parle d'elles, même en mal, pour intimider. Cette action de bris de vitrines est reconduite plusieurs fois.

Les arrestations sont nombreuses, la police investit le QG du WSPU. Emmeline est arrêtée et emprisonnée, Christabel fuit en France. Les militantes sont jugées et plaident qu'elles sont techniquement coupables mais moralement dans leur droit. Le jury les suit.

Sylvia Pankhurst désapprouve aussi l'abandon du socialisme et la volonté de convaincre les classes moyennes en revendiquant un suffrage partiel. Elle quitte la WSPU et se consacre au Labour Party.

En 1913, la violence de la WSPU s'accroît. Des suffragettes essaient de brûler les maisons de deux membres du gouvernement et une bombe explose dans la maison de campagne du chef du parti libéral. Emmeline est à nouveau condamnée. D'autres attentats à la bombe et d'autres incendies sont déclenchés dans tout le pays. Les arrestations et les condamnations à la prison se succèdent.

## Le chat et la souris

Les femmes arrêtées se mettent en grève de la faim. Soucieux de ne pas en faire des martyres, le gouvernement prend une mesure de libération temporaire. Les peines des suffragettes sont suspendues dès qu'elles s'affaiblissent. Elles sortent se soigner et, une fois retapées, sont réincarcérées pour le reste de leur peine. Le texte qui règlemente cette pratique a été appelé le *Cat and mouse act*, la loi du chat et la souris.

En juin 1913, Emily Davison essaie d'attraper les rênes du cheval qui court le derby d'Epsom pour le roi George V, pour y suspendre une écharpe aux couleurs de la WSPU. Mais elle sous-estime la vitesse du cheval et meurt des suites de ses blessures quatre jours plus tard. Cette action a été filmée, ce qui lui donne un écho médiatique considérable ; 250.000 à 300.000 personnes accompagneront son cercueil. Mais l'opinion publique se préoccupe surtout de la santé du cheval et Emily passe pour une folle fanatique.

De nombreuses femmes quittent la WSPU parce qu'elles pensent que cette violence est contre productive et nuit à leur combat. Mais Emmeline Pankhurst persiste dans cette stratégie, qui l'oblige à imaginer régulièrement de nouvelles actions pour rester présente dans la presse.

En mai 1914, Emmeline est arrêtée en voulant remettre une pétition au roi. Elle crie « *Arrested at the gates of the palace. Tell the King !* » (« Arrêtée aux portes du palais. Dites-le au roi »). La photo fait la une de tous les journaux.



Emmeline Pankhurst arrêtée devant Buckingham Palace en mai 1914.

## La fin d'un combat

En 1914, c'est la guerre et c'est l'impasse pour la lutte pour le droit de vote des femmes. Pour le Parlement, accorder le droit de vote aux femmes serait un encouragement au terrorisme. Les suffragettes obtiennent leur libération en échange de leur soutien à l'effort de guerre, elles veulent faire travailler les femmes à la place des hommes partis combattre pour obtenir leur émancipation. En octobre le journal de la WSPU, *The suffragette* est rebaptisé *Britannia*.

Adela et Sylvia rejettent totalement cette stratégie et s'engagent dans la lutte contre la guerre, poursuivant ainsi dans la voie socialiste de leur père. En 1917, Emmeline et Christabel créent le Women's Party, le parti des femmes dont le programme réclame plus d'efforts de guerre et des droits égaux pour les femmes. Elles ont totalement abandonné le socialisme et soutiennent, par

exemple, la revendication de suppression des syndicats. Emmeline rejoindra d'ailleurs le parti conservateur en 1925.

En 1916, les soldats commencent à rentrer et demandent le droit de vote (le suffrage censitaire ne les incluait pas), Emmeline et Christabel les soutiennent au détriment du droit des femmes. La NUWSS légaliste persiste à réclamer le droit de vote pour les femmes.

En février 1918, la *Representation of people bill* (loi sur la représentation du peuple) accorde le droit de vote à tous les hommes de plus de 21 ans et toutes les femmes de plus de 30 ans répondant à certains critères (être mariées à un électeur permet entre autres de devenir électrice).

En 1928, c'est (enfin) l'égalité : tous les individu-es de plus de 21 ans ont le droit de vote. Emmeline Pankhurst meurt quelques semaines avant le vote.

Il n'est pas aisé de savoir ce qui a emporté la décision politique d'accorder le droit de vote aux femmes : la pression des suffragistes et suffragettes ? La conséquence de leur présence sur le terrain politique et dans les entreprises pendant la guerre ? La maturité de l'opinion ?

Le droit de vote n'a rien réglé. Il y a eu ensuite peu d'élues, et peu d'adhérentes dans les partis, même chez les socialistes. La représentation des femmes dans les syndicats est un peu supérieure mais leurs revendications propres sont peu prises en compte. Les femmes se replient sur des revendications liées à la maternité ou à l'avortement.

Si nous pensons qu'obtenir et exercer le droit de déléguer son pouvoir de décision est la façon la plus efficace d'être privé-es de réelle influence sur la vie politique, nous savons aussi que pour décider de ne pas voter aux élections, il faut avoir le droit de voter.

Ce combat pour l'égalité a été une occasion d'expérimenter de nouveaux moyens de lutte et de propagande. Il a permis aux femmes de conquérir une place dans la vie politique en prenant à contre pied les stéréotypes sexistes. L'exercice de la violence en politique est rare en Europe et utilisée de façon systématique par des femmes, elle est tout à fait exceptionnelle.

**Christine (AL Orne)**

## APPROFONDISSEMENT : DROIT DE VOTE DES FEMMES

### **Droit de vote des femmes à travers le monde**

Source : <https://www.amnesty.be/je-veux-agir/agir-localement/agir-a-l-ecole/l-espace-enseignants/enseignement-secondaire/Dossier-Papiers-Libres-2004-Les/2-2-Le-droit-de-vote-des-femmes>

### **Année dans laquelle le droit de vote a été accordé aux femmes :**

Nouvelle-Zélande ... 1893  
Australie ... 1901  
Finlande ... 1907  
Norvège ... 1913  
Islande ... 1914  
Danemark ... 1915  
URSS ... 1915

Canada ... 1917  
Autriche ... 1918  
Allemagne ... 1919  
Pays-Bas ... 1919  
Etats-Unis ... 1920  
Suède ... 1921  
Grande-Bretagne ... 1928  
Brésil ... 1930  
Portugal ... 1931  
Espagne ... 1932  
Uruguay ... 1932  
Chili ... 1934  
Inde ... 1935  
Philippines ... 1937  
Japon ... 1945  
Italie ... 1946  
France ... 1946  
Belgique ... 1948  
Grèce ... 1952  
Mexique ... 1953  
Suisse ... 1971

### **Droit de vote des femmes en Belgique**

**Source : [http://www.avg-carhif.be/cms/dossier\\_fpol\\_fr.php](http://www.avg-carhif.be/cms/dossier_fpol_fr.php)**

#### **Introduction**

L'égalité de tous constitue l'un des enjeux majeurs de la démocratie. Cette égalité n'est jamais donnée, elle est toujours à conquérir.

En Belgique, les hommes ont lutté pour obtenir le suffrage universel pur et simple jusqu'en 1919, dans un affrontement qui opposait des classes sociales différentes, la bourgeoisie soucieuse de se maintenir au pouvoir et le prolétariat, soucieux d'y accéder.

Pour les femmes, cette lutte fut bien plus difficile parce qu'elle n'était pas seulement politique. Elle remettait aussi en cause le soi-disant 'ordre naturel' qui les enfermait dans le domaine privé. L'idée même du suffrage féminin exigeait donc un changement radical des mentalités qui mit plus d'un siècle à s'opérer.

#### **De la Révolution française à l'Indépendance de la Belgique**

À l'image de la France, les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège sont secoués par les événements révolutionnaires en 1789. Lors de l'éphémère constitution des États-Belgiques Unis en 1790, la division s'installe entre 'statistes', conservateurs partisans de Van der Noot, et 'patriotes', progressistes groupés autour de Vonck. Les deux mouvements, liégeois et brabançon, tournent rapidement court et l'ordre est rétabli.

Si les femmes s'expriment peu, très peu même en comparaison de leurs consœurs françaises, elles

demeurent cependant attentives aux événements, comme en témoignent des correspondances privées et quelques rares pamphlets.

En 1795, la future Belgique est annexée à la France. À ce moment sévit une forte réaction qui reflue les femmes hors de la sphère publique. Le Code Civil de 1804 consolide un système inégalitaire, fondé sur la puissance du mari et le devoir d'obéissance de l'épouse. Il place la femme mariée dans un état de perpétuelle incapacité et impose un modèle familial qui se maintient jusqu'à la fin du 19e siècle. En créant une barrière entre le privé et le public, il est responsable de l'exclusion des femmes de la vie politique.

À la chute de Napoléon en 1814, les Grandes Puissances, réunies à Vienne, unissent la future Belgique aux Pays-Bas, en un royaume unitaire qui se maintient de 1815 à 1830.

En 1830, les femmes participent aux événements révolutionnaires. Mais les mentalités du temps, modelées par le Code Napoléon, ne leur permettent pas de revendiquer pour elles le bénéfice de l'égalité. La nouvelle Constitution, une des plus libérales d'Europe, garantit l'usage de toutes les libertés modernes. Toutefois, elle n'instaure pas la démocratie. Le droit de vote est réservé à une petite minorité d'hommes payant un certain montant d'impôts directs, selon le système appelé suffrage censitaire. Les femmes, elles, sont totalement exclues de la vie publique : à la différence de 1789, la question n'est même plus posée. La femme ne peut ni voter, ni être élue, et elle ne peut occuper aucune fonction publique.

### **De l'Indépendance à la fin du XIXe siècle**

De 1830 à 1848, quelques femmes font entendre leurs voix. Ce sont, pour la plupart, des femmes instruites, issues de la bourgeoisie progressiste des grandes villes et qui avaient bénéficié d'une bonne éducation sous le régime hollandais.

Séduites par les thèses du socialisme utopique français, Saint-Simon puis Fourier, elles forment un petit noyau d'avant-garde autour de Zoé Gatti de Gamond (1806-1854) et suscitent une première réflexion sur la condition des femmes.

Après les événements révolutionnaires de 1848 qui secouent l'Europe mais épargnent la Belgique, elles reconvertissent leur militantisme dans un projet éducatif. Pour elles, il importe avant tout d'instruire les filles car l'égalité politique ne se conçoit pas sans l'égalité intellectuelle. Il faut donc avant toute chose revoir le système scolaire qui maintient les femmes dans l'ignorance et leur enseigne seulement la manière de tenir un ménage.

Ces premières féministes ne sont encore qu'une poignée. Elles sont trop peu nombreuses pour susciter un mouvement revendicatif efficace. Mais leur présence et leur action témoignent que, dans une société totalement persuadée de l'infériorité des femmes, il était possible de concevoir et d'exprimer une idée à contre-courant.

L'action féministe se poursuit dans le domaine de l'éducation. Elle s'insère dans une conception générale qui voit dans l'instruction une étape indispensable à l'extension du droit de vote. Les

féministes libérales, dans leurs efforts d'émancipation féminine, créent un enseignement professionnel et des établissements laïques secondaires pour filles.

Quelques femmes, comme Isabelle Gatti de Gamond à Bruxelles et Léonie de Waha à Liège, profitent de ce soutien pour former des élites féminines, parmi lesquelles se recruteront les principales féministes de la fin du siècle. Vers 1890, le protoféminisme pédagogique est mûr pour se muer en un féminisme revendicatif.

### **Les premiers féminismes**

Les premières associations féministes n'apparaissent qu'à l'extrême fin du 19ème siècle. L'affaire Popelin en constitue un moment important.

Marie Popelin, élève d'Isabelle Gatti, entreprend à l'âge de 37 ans des études en droit à l'Université Libre de Bruxelles. En 1888, elle est diplômée avec distinction : c'est la première femme juriste en Belgique. Elle demande à pouvoir s'inscrire au Barreau. La Cour d'Appel refuse, en raison de son sexe. Elle se pourvoit alors en Cassation, mais l'arrêt est confirmé (1889). Cet échec la détermine à fonder la Ligue Belge du Droit des Femmes en 1892 et à organiser un mouvement revendicatif, issu de la petite et moyenne bourgeoisie.

Selon les opportunités, la Ligue pétitionne et se mobilise en faveur de l'égalité économique, de l'accès des femmes à toutes les professions, de leur égalité civile ou politique. Son action est relayée au Parlement par des membres ou des sympathisants, libéraux progressistes ou socialistes. Leurs efforts conjoints aboutissent à quelques réformes législatives qui améliorent la condition féminine avant 1914.

Amorcée en 1902, la revendication du suffrage ne devient prioritaire qu'à partir de 1912, au moment où la Ligue organise son Second Congrès international à Bruxelles. Elle espère ainsi bénéficier de l'appui des délégations étrangères et participer au vaste mouvement de démocratisation politique, porté par le Parti Ouvrier Belge dans sa conquête du suffrage universel.

Dans le sillage de la Ligue, une multitude d'associations féministes et féminines naissent à la fin du siècle. Leurs buts ne sont pas politiques. Beaucoup sont préoccupées de bienfaisance et de lutte contre les fléaux sociaux de l'époque, tels que l'alcoolisme ou la prostitution. Mais la plupart vont prêter main forte à la revendication suffragiste et fournir ainsi à la Ligue une meilleure représentativité. Un premier front commun naît en 1912, autour de la Ligue catholique du suffrage des femmes. A l'écoute du mouvement international, les efforts sont fédérés sous une même bannière, la Fédération belge pour le suffrage des femmes (1913).

### **Le vote des femmes à l'agenda politique**

Le mouvement socialiste est traversé par deux courants contradictoires : sexiste, inspiré par le français Proudhon, et égalitaire inspiré par les Allemands Engels et Bebel. Lors de sa fondation (1885), le programme du Parti Ouvrier Belge (POB) affirme l'égalité sans condition de race, de culte ou de sexe. À Quaregnon, en 1894, il y ajoute explicitement 'le suffrage universel sans distinction de sexe'. Des femmes, à Gand surtout et à Bruxelles, s'engagent dans la lutte pour le suffrage féminin.

Mais le vote des femmes n'est pas seulement une question de principe ; il est aussi un formidable enjeu politique. L'alliance du POB avec le parti libéral en 1902 pour renverser la majorité catholique, au pouvoir depuis 1884, conduit les socialistes à postposer le suffrage féminin à la conquête du suffrage masculin.

Reconvertissant leurs efforts dans l'organisation, au sein des coopératives, des mutuelles et des syndicats, les femmes socialistes maintiennent au sein du parti une pression en faveur du vote féminin. Mais fidèles à la lutte des classes, elles refuseront toujours de s'allier avec les féministes catholiques ou les féministes 'bourgeoises' dans leur lutte pour le vote féminin.

Au tournant du siècle, quelques catholiques, convaincus de la nécessité d'émanciper les femmes, tentent d'intégrer cette question au sein de leur parti. Sous l'influence du Féminisme Chrétien et en raison de la pression exercée par le POB en faveur du suffrage universel masculin, le parti catholique intègre peu à peu les revendications du Féminisme Chrétien. Mais certains catholiques conservateurs anti-féministes ne se rallient au suffrage des femmes que dans l'espoir de faire barrage au suffrage universel, réclamé par le parti socialiste.

### **L'entre-deux-guerres**

La guerre 1914-1918 arrête brutalement le militantisme féministe au profit des oeuvres patriotiques. Les femmes de toutes les classes sociales s'engagent sur tous les fronts : dans les associations caritatives, dans les hôpitaux, dans les réseaux de résistance à l'ennemi.

L'armistice signé, le vote des femmes divise âprement le monde politique et risque de provoquer la chute du premier gouvernement d'union nationale. Plus que jamais, la question est au coeur des tactiques politiciennes car les catholiques n'acceptent le suffrage masculin à 21 ans, réclamé par les socialistes et soutenu par les libéraux, qu'en échange du vote féminin.

Après de longs débats, l'ensemble du problème débouche sur un compromis : les femmes sont éligibles à tous les niveaux mais électrices seulement aux élections communales. Ces résultats décevants provoquent de vives réactions chez les féministes. Dès novembre 1918, elles protestent et pétitionnent. Les lois votées, elles s'efforcent néanmoins d'organiser les futures électrices, tout en continuant à revendiquer le suffrage provincial pour les femmes.

De leur côté, tous les partis politiques sont obligés désormais de 'compter' avec les électrices, plus nombreuses que les électeurs. Chacun essaie d'attirer à lui un maximum de voix. Leur propagande est étonnamment semblable et s'adresse surtout aux femmes en tant que ménagères ou mères de famille. Ce n'est donc pas en tant qu'individu que les femmes sont appelées aux urnes, mais en tant que ménagères et éducatrices, à un moment de nécessaire reconstruction sociale. Mais la femme peut aussi être sollicitée dans l'intérêt du parti. Dans ce cas, la propagande concerne aussi bien les élections communales que provinciales ou législatives. Bien qu'elle ne vote pas à ces deux derniers niveaux, tous les partis font appel à son 'pouvoir d'influence' sur le vote masculin.

Si les femmes sont éligibles, le nombre de parlementaires reste extrêmement faible durant l'entre-deux-guerres : à la Chambre on compte trois représentantes élues directement, au Sénat trois sénatrices cooptées.

Le féminisme, bien que toujours attentif à l'extension du suffrage, se mobilise surtout pour révision du Code Civil, la défense du travail et l'égalité économique. Devant la montée des partis autoritaires (Rex, VNV), il y ajoute la défense de la démocratie et de la paix. De nouveaux groupes se créent qui mêlent étroitement égalité politique et égalité économique. En dépit des résistances, elles impriment un élan irréversible au mouvement émancipatif.

La Seconde Guerre mondiale interrompt brutalement cette progression. A nouveau toutes les énergies se tournent vers d'autres tâches.

### **La loi de 1948 et la représentation des femmes**

La paix revenue, les femmes obtiennent enfin l'accès à l'électorat général, mais avec un léger retard qui n'est pas sans signification. La loi du 27 mars 1948 leur accorde le suffrage législatif, celle du 26 juillet le suffrage provincial. Le 26 juin 1949, pour la première fois, les femmes belges participent aux élections législatives et provinciales.

En 1948, les femmes obtiennent les mêmes droits politiques que les hommes. Mais elles sont loin d'occuper d'emblée la moitié de l'hémicycle parlementaire. Leur accès au suffrage n'a pas résolu la question de leur représentation au Parlement qui se situe, jusqu'à la fin des années 60, autour de 3%. Les partis comme les femmes elles-mêmes semblent se contenter de quelques élues. Le début des années '70 amorce une prise de conscience féministe et un changement de situation: l'appel pour une plus grande présence des femmes en politique se fait entendre. Le mouvement des femmes se cherche dès lors une stratégie. La moitié du corps électoral se composant de femmes qui peuvent en principe participer au pouvoir de décision, on choisit simplement d'appeler les femmes à voter pour des femmes.

Plusieurs associations féministes mènent de premières actions concrètes lors des élections communales du 11 octobre 1970.

### **1974 : la première campagne 'votex femme'**

Lors des élections parlementaires du 10 mars 1974, les organisations féminines mènent ensemble une vaste campagne " Votez femme ". Des affiches et autocollants sont diffusés à travers tout le pays représentant une morsure dans une pomme accompagnée du message : " Votez femme ". La presse relaie abondamment les actions des mouvements féministes. Juste avant les élections, des femmes appuient leurs exigences en occupant symboliquement le Parlement. Le succès est au rendez-vous : le nombre de votes de préférence des candidates augmente de manière spectaculaire. Malheureusement, trop peu de femmes se trouvaient en ordre utile sur les listes: si le nombre d'élues double, il n'atteint toujours que 6.6% des représentants.

Lors des élections législatives de 1977 et 1978, les organisations de femmes reprennent la campagne "Votez femme". Mais une fracture se dessine au sein du front féministe et le slogan pluraliste "Votez

femme" accroche moins. De plus en plus de femmes doutent de l'efficacité du vote préférentiel pour une candidate. Dorénavant, les organisations traditionnelles de femmes socialistes et les groupes féministes d'extrême gauche conseillent à leurs membres et sympathisantes de voter à gauche avant de voter femme.

Lors de la campagne des élections nationales du 8 novembre 1981, le NVR (Nederlandstalige Vrouwenraad) tient compte de la diversité des opinions en diffusant des "Votez femme" aux couleurs des partis, réservant le blanc pour les indécis.

### **Les partis de femmes**

Les femmes sont éligibles dans notre pays depuis 1920. Mais les partis traditionnels leur ont fait peu de place sur leurs listes. C'est pourquoi, au printemps 1972, quatre féministes bruxelloises optent pour une solution radicale : la création d'un parti de femmes, le Parti Féministe Unifié-Verenigde Feministische Partij. En optant pour la voie politique, les initiatrices du parti souhaitent se démarquer d'une tendance anti-politique sensible au début des années 70 dans certains milieux féministes de gauche. Le PFU est accueilli avec réserve par le mouvement de femmes. Se retirer dans son propre parti ne paraît pas être une stratégie adéquate. Beaucoup sont mal à l'aise à l'égard de cette forme de "ségrégation". Un parti de femmes risque de provoquer un émiettement des votes féminins. En mars 1974, le PFU entre dans l'arène électorale dans un certain nombre d'arrondissements. Il n'obtient que le résultat symbolique de 0.3 % mais a servi d'avertissement aux partis traditionnels.

EVA (Evenwaardigheid voor Allen) est le seul parti de femmes qui connaîtra localement un certain succès. Aux élections communales de 1988, Eva décroche deux sièges à Lierre. Mais c'est un succès sans lendemain: aux élections de 1994, il fait toujours preuve de peu d'expérience politique.

### **Les années 1980 : votez l'équilibre entre les femmes et les hommes**

Les actions "Votez Femme" sont peu à peu remises en question. La pratique a montré que ces campagnes ne suffisent pas pour que les femmes percent en politique. Des mesures structurelles sont nécessaires. Sous la pression des organisations de femmes, un Secrétariat d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale est créé. Il marque une réelle prise de conscience institutionnelle du problème. Désormais, les campagnes "Votez Femme" reçoivent le soutien du secrétariat d'Etat. Lors des élections législatives de 1985 et 1987, les organisations de femmes ne mènent pas de campagne médiatisée au niveau national. Mais le slogan "Votez femme" fait son chemin dans les différents partis politiques. Au sein de ceux-ci se sont créés dans le courant des années '70 des groupes de travail féministes. Ils soutiennent leurs candidates en période électorale, en fonction de leurs moyens, avec ou sans véritable campagne.

Lors des élections communales du 9 octobre 1988, le nouveau secrétariat d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale lance, un an après sa création, sa première campagne. Adam et Eve sont choisis comme emblème pour inciter les électeurs (femmes et hommes) à voter pour "plus d'équilibre". Lors des élections législatives du 24 novembre 1991, les organisations de femmes reviennent à la traditionnelle campagne nationale. Le groupe de travail Démocratie Paritaire mène une action "Votez femme" avec le soutien du secrétariat d'Etat.

"Votez pour l'équilibre" poursuit les mêmes objectifs que les campagnes "Votez femme" menées dix ans plus tôt : inciter les électeurs à voter préférentiellement pour une ou plusieurs candidates. Mais le concept est beaucoup plus riche. La notion de démocratie paritaire, née au sein de la Communauté européenne, est reprise et développée principalement dans les milieux intellectuels français. Selon eux, une répartition 50/50 en politique est non seulement favorable aux femmes mais indispensable pour la démocratie.

### **Les années 1990 : la politique des quotas**

A partir des années 1990, parallèlement aux actions « Votez femme », il est fait appel à la politique des quotas pour améliorer la participation politique des femmes. Bien que sujette à de nombreuses critiques notamment issues de milieux féministes, cette politique des quotas se concrétise par le vote en 1994 de la loi Smet-Tobback visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidature aux élections. Appliquée pour la première fois lors des élections de 1999, la loi ne permet pas de réaliser l'équilibre escompté. Elle est néanmoins le point de départ d'autres mesures législatives votées récemment qui constituent de nouvelles tentatives pour arriver enfin à une participation équilibrée des femmes et des hommes à la vie politique.

### **Les sources**

Cet aperçu historique est composé d'extraits des deux catalogues d'exposition réalisés par le Centre d'Archives pour l'Histoire des Femmes :

*Une femme, une voix : une exposition sur la citoyenneté des femmes en Belgique 1789-1948 / Els Flour, Catherine Jacques ; sous la direction d'Eliane Gubin et Leen Van Molle ; Centre d'Archives pour l'Histoire des Femmes/ Bruxelles : Carhif, 1996. - 71 p.*

*Plus de femmes en politique : 30 années de campagne 'Votez femme'. Une exposition du Centre d'Archives pour l'Histoire des Femmes et d'Amazone en collaboration avec la Coordination des Groupes Politiques de Femmes et le Centre de documentation RoSa / Bruxelles : Amazone, 1998. -14 p.*

## APPROFONDISSEMENT – CONDITION DE LA FEMME

### Violences sur les femmes: les chiffres belges font froid dans le dos

- [https://www.rtb.be/info/article/detail\\_violences-sur-les-femmes-les-chiffres-belges-font-froid-dans-le-dos-fabrice-grosfilley?id=9771294](https://www.rtb.be/info/article/detail_violences-sur-les-femmes-les-chiffres-belges-font-froid-dans-le-dos-fabrice-grosfilley?id=9771294)
- <https://www.amnesty.be/camp/droits-des-femmes/le-viol-en-belgique/>

### Ecarts salariaux

<http://statbel.fgov.be/sites/default/files/2017-12/Rapport%20Ecart%20salarial%202017.pdf>

### Emploi des femmes

- [http://www.actiris.be/Portals/36/Documents/FR/Focus\\_emploi\\_femmes.pdf](http://www.actiris.be/Portals/36/Documents/FR/Focus_emploi_femmes.pdf)
- Garçon ou fille... un destin pour la vie?
- <https://references.lesoir.be/article/15-pays-o%C3%B9-les-femmes-ne-peuvent-travailler-sans-l%E2%80%99accord-de-leur-mari/>

### Quelques dates de l'histoire des femmes et de l'égalité en Belgique

[http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2017/02/Brochure-Ligne-du-temps\\_2015.pdf](http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2017/02/Brochure-Ligne-du-temps_2015.pdf)

### Chronologie du statut des femmes en Belgique

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie\\_du\\_statut\\_des\\_femmes\\_en\\_Belgique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_du_statut_des_femmes_en_Belgique)

### Avortement

<http://www.lavenir.net/cnt/431351>

### Genre et emploi du temps

[http://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/95\\_-\\_genre\\_et\\_emploi\\_du\\_temps\\_fr.pdf](http://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/95_-_genre_et_emploi_du_temps_fr.pdf)

## APPROFONDISSEMENT – DEMOCRATIE – FONCTIONNEMENT DE LA BELGIQUE

- Pour mieux comprendre la Belgique et ses institutions, Lire et Ecrire en Communauté française a édité une malette pédagogique « les institutions » téléchargeable via le site : <http://www.lire-et-ecrire.be/institutions-mallette>
- Le Collectif alpha a édité une malette pédagogique « Elections et démocratie » <http://www.collectif-alpha.be/rubrique56.html>